



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2016
Français
Original : anglais

Commission de la population et du développement

Cinquantième session

3-7 avril 2017

Point 3 de l'ordre du jour provisoire¹

**Débat général 3 a) Mesures pour la poursuite
de la mise en œuvre du Programme d'action
de la Conférence internationale sur la population
et le développement aux niveaux mondial,
régional et national**

**3 b) Thème spécial de la cinquantième session²
de la Commission établi sur la base du Programme d'action
de la Conférence internationale sur la population
et le développement et des principales mesures
pour la poursuite de son application.**

Déclaration présentée par la World Union of Small and Medium Enterprises, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social³

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

¹ E/CN.9/2017/1.

² Évolution de la structure par âge de la population et développement durable

³ La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.



Déclaration

Introduction, objectifs et propos de la déclaration

Le vieillissement de la population et le changement de ses habitudes de consommation qui en découle modifient la demande en biens et en services, y compris à court terme. La présente déclaration vise à mieux faire comprendre aux législateurs et aux institutions nationales l'importance du rôle des petites et moyennes entreprises (PME) et des artisans en vue d'un développement social et économique durable et à présenter brièvement l'influence de l'évolution démographique sur l'éducation, l'innovation, les questions environnementales et les nouvelles possibilités commerciales s'offrant aux petites entreprises.

Conséquences de l'évolution démographique pour les petites et moyennes entreprises et les artisans

Il ressort de récentes études (notamment menées par Michael Schwartz et Arne Leifels pour KfW Research) que les facteurs démographiques ont une incidence considérable sur les objectifs de chiffre d'affaires à court terme des PME et des artisans. L'évolution démographique a également un effet sur les investissements, chaque modification structurelle de la demande en services ou en produits appelant à un ajustement des gammes de produits ou des stratégies de commercialisation. En outre, elle ouvre diverses possibilités pour l'économie et, jusqu'à présent, son influence sur les marchés de vente a rarement été étudiée. Le vieillissement de la population modifie les modèles de consommation de biens et de services, les personnes âgées ayant tendance à dépenser davantage pour se soigner et se loger et moins pour se déplacer. Dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques, un cinquième de la croissance du chiffre d'affaires des PME peut être attribué à l'évolution démographique. Les prestataires de services sont particulièrement présents parmi les gagnants de l'évolution démographique. Parallèlement, 10 % des entreprises du secteur manufacturier craignent de subir des pertes.

Contrairement aux idées de Malthus, alors que la population mondiale s'est envolée pour atteindre 7,5 milliards de personnes, 750 millions d'entre elles (soit seulement 10 % du total) vivent dans la pauvreté extrême. En particulier, au cours des dernières décennies, la Chine et l'Inde ont sorti de la pauvreté des centaines de millions de leurs citoyens, qui ont vu leurs revenus et leur santé s'améliorer.

En outre, la Chine a récolté un dividende démographique : du fait de la baisse de la fécondité, la population active y a augmenté plus vite que le nombre de personnes à charge, ce qui a permis au pays d'investir dans le capital humain et matériel et, donc, d'améliorer son taux de croissance et les conditions de vie de ses citoyens.

Cependant, en Inde et dans d'autres pays en développement, ce dividende commence seulement à se faire sentir. En réalité, 90 % des pauvres vivent dans des pays dont la population en âge de travailler augmente, ce qui constitue une occasion majeure de réduire rapidement la pauvreté dans les décennies à venir.

Vue d'ensemble de la question et de son lien avec les travaux de la World Union of Small and Medium Enterprises

Lors d'un atelier de la World Union of Small and Medium Enterprises sur les modes de financement novateurs pour les PME, tenu à Saint-Marin les 16 et 17 avril 2016, les délégués de 70 pays d'Afrique, d'Asie, d'Europe, d'Amérique latine et d'Amérique du Nord ont recommandé d'un commun accord l'adoption d'une « approche holistique » pour aider les petites entreprises à tirer pleinement parti de la diversité accrue de l'offre financière. Les institutions nationales jouant un rôle décisif dans le succès commercial et la compétitivité des PME, il y a lieu, pour renouveler l'architecture de financement des PME, de les réformer ou, lorsqu'elles font défaut, d'en créer pour permettre aux PME et aux artisans de mieux connaître et mieux comprendre les instruments novateurs dont ils pourraient bénéficier. Les autres ateliers internationaux organisés par la World Union of Small and Medium Enterprises entre 2010 et 2015 ont porté, entre autres, sur les moyens de favoriser l'innovation, sur la valorisation énergétique et sur le prélèvement d'une taxe sur les opérations de change pour financer les objectifs de développement.

Soins de santé

La santé contribue fortement au développement économique. Des études menées au Royaume-Uni démontrent que 30 % de la croissance économique peut être liée à une amélioration de la santé et certains scientifiques pensent que l'amélioration de la santé de la population a une plus forte incidence sur la croissance que l'enseignement. Les petites et moyennes entreprises jouent traditionnellement un rôle crucial en ce qui concerne les produits issus de la biotechnologie. Grâce à leur grande adaptabilité, à leur aptitude à repérer des niches commerciales et à leur vaste potentiel d'innovation, ces entreprises forment une composante cruciale de l'industrie de la santé dans le monde.

Protection de l'environnement – Valorisation énergétique des déchets

En juillet 2014, la World Union of Small and Medium Enterprises a signé un accord avec diverses organisations saint-marinaises en vue de promouvoir et d'élaborer des programmes d'artisanat et de formation professionnelle, en collaboration avec le centre de formation professionnelle de la République de Saint-Marin. Dans le même esprit, elle a signé des accords de coopération avec la Chambre de commerce européenne et la Chambre de commerce sino-hongroise.

Programme de formation et d'enseignement pour les entrepreneurs et leurs employés

La World Union of Small and Medium Enterprises a élaboré un programme visant à favoriser la formation professionnelle et l'enseignement, en collaborant étroitement avec des institutions universitaires de différents pays pour mener à bien des programmes de formation appropriés et créer un réseau international efficace de ressources intellectuelles au profit des entrepreneurs et de leurs employés, partout dans le monde. La World Union of Small and Medium Enterprises prend déjà part au développement et à la mise en œuvre d'importants partenariats internationaux avec des organisations publiques et privées dans le but d'encourager la formation et l'enseignement, tout en ayant une incidence sociale significative sur les communautés locales.

Fonds spécial à l'appui des pays en développement

Le chômage et la pauvreté sont assurément les principales causes des migrations de masse de l'Afrique subsaharienne vers l'Europe. C'est notamment grâce à l'agriculture, à l'industrie alimentaire, au textile, à la pêche, à la santé, à l'enseignement, à la formation professionnelle, à la fourniture d'eau potable et d'énergie et à la protection de l'environnement que l'on peut y remédier. Un fond spécial à l'appui des pays en développement doit être créé de toute urgence. En tant que partenaire de l'Organisation des Nations Unies, la World Union of Small and Medium Enterprises pourrait encadrer la gestion d'un tel fonds dans le cadre d'un mandat émanant de l'Organisation.

Parmi les exemples montrant le retentissement des projets de la World Union of Small and Medium Enterprises sur la vie des personnes figure un programme de rapatriement de réfugiés en République démocratique du Congo. En effet, l'un des éléments centraux de cette initiative est la création d'un centre d'enseignement et de formation professionnelle, qui permet aux citoyens rapatriés de lancer leur petite entreprise, en particulier dans les secteurs de l'artisanat et de l'agriculture. Ce centre est un premier jalon qui permettra à des milliers de personnes jusqu'ici en difficulté de commencer à améliorer leurs conditions de vie de façon durable.

Aller de l'avant: attentes, recommandations spécifiques

Dans les pays dont la population vieillit, il importe d'améliorer la productivité et d'adapter les systèmes d'aide sociale. Pour ce faire, il est essentiel d'investir dans le capital humain et de créer un environnement propice à la création d'emplois par les entreprises, en particulier par les PME et les artisans.

En outre, les pays devraient tirer parti de leurs différences de situation démographique en adoptant des politiques appropriés concernant les flux de capitaux transfrontières, les migrations et le commerce. Il faudrait accroître les flux de capitaux vers les pays dont la population est plus jeune et dont les bases industrielles et les marchés de consommateurs se développent, pour y favoriser l'investissement et la création d'emplois, et faire parvenir plus de main d'œuvre aux pays dont la population vieillit, pour y combler les manques d'effectif. Pour que de telles politiques fonctionnent, les pays doivent rendre leurs institutions civiles et gouvernementales plus efficaces et plus crédibles. Il est en outre essentiel de limiter l'incertitude, qui favorise l'instabilité.

L'évolution structurelle de la démographie peut ouvrir des possibilités économiques. Les économies régionales pourraient profiter de l'expérience et de la sagesse des anciens comme de l'énergie et de la créativité des jeunes, à condition que les organisations internationales, les gouvernements et les PME prêtant assistance aux organisations de la société civile continuent de réformer les institutions chargées d'assurer le développement social et économique. En fait, ils devraient réformer et renouveler ces institutions en adoptant des mécanismes novateurs propres à répondre efficacement aux besoins des jeunes et à les faire participer à la croissance de la société.